

## Lancement du programme Zivik 2

**L'an 2012 évalué, la deuxième année du Programme Zivik « prévention de crises en Casamance » a été lancée le mercredi 8 mai 2013 dans les locaux de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) à Dakar.**

Les partenaires engagés dans le programme sont : Amnesty International Sénégal (AI), l'Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD), l'Association Espérance en Casamance (EC), le Comité d'Appui et de Soutien au Développement Economique et Social en Casamance (CASADES), la Génération Non Violente (GNV), la Jeunesse Etudiante Catholique (JEC), le Mouvement Citoyen (MC), le Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (MALAO) et l'université Assane Seck de Ziguinchor.

Le bilan annuel du programme a révélé que 76 formations et 10 forums radiophoniques ont été organisés dans les trois régions Kolda, Sédhiou et Ziguinchor de la Casamance. Ces activités ont permis, entre autres, la mise en place de deux comités transfrontaliers, la formation d'une centaine de femmes en gestion et prévention de conflits, de 116 personnes dont 90 femmes en techniques de médiation et de négociation, de 30 personnes dont 15 femmes sur l'analyse, la gestion et la prévention des conflits y compris le Do No Harm, la mise en place d'un observatoire de prévention et de gestion des conflits, la formation de plus de 200 personnes dont au moins 55% de femmes leaders sur la sécurité humaine et l'éducation à la culture de la paix (résolution 1325 des Nations Unies), l'organisation de rencontres communautaires au profit de 224 personnes dont 195 femmes, des réseaux de volontaires pour la paix ou des groupes

d'initiatives locales sont mis en place dans différentes zones d'intervention du programme afin de trouver des solutions pacifiques aux conflits.



Autres acquis : la formation d'un pool de formateurs sur la consolidation de la paix, la reconstruction des communautés et l'intervention civile de paix, le renforcement du leadership des élèves du Collège Joseph Faye, du CEM et du lycée Aline Sitoé Diatta d'Oussouye qui ont réussi l'objectif « zéro grève à Oussouye », l'affirmation par les étudiants de leur prise de conscience sur les conséquences imprévisibles d'une grève quelques semaines après le décès de l'étudiant Jean Michel Cabral, un partage sur les stratégies à mettre en œuvre pour rendre plus efficaces les actions de plaidoyer des jeunes et des femmes pour le retour de la paix en Casamance, des consultations populaires au cours desquelles les femmes ont exprimé leur besoin d'être consultées dans les stratégies de prévention des conflits dans, une production de 1000 dépliants de sensibilisation sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies portant sur *femmes et conflits* et distribués aux relais, la sensibilisation des acteurs locaux sur la participation des citoyens à la vie de la collectivité, la

**Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

**SENEGAL**

MOÏSE TAKOUGAN

Mai 2013

[www.kas.de](http://www.kas.de)

formation sur le rôle de la société civile dans la prise en charge des questions de gouvernance locale, la mairie et la question de la gouvernance locale, la réconciliation et le pardon dans le contexte de la crise sénégalaise en Casamance avec l'approche théâtrale de la troupe « Totok ».

42 émissions radiophoniques sur la coopération transfrontalière et la promotion du statut de la femme rurale sont diffusées, sensibilisant au moins 500 cibles directes des régions frontalières de la Gambie et Guinée sur ces questions.



Au regard des acquis engrangés en 2012, la FKA et ses partenaires axent leurs interventions cette année sur les thématiques suivantes : la sécurité humaine, l'éducation à la culture de la paix, la participation des femmes dans le processus de médiation de conflit, la lutte contre les violences basées sur le genre, la lutte contre le vol de bétail, le maintien des filles à l'école, les techniques de médiation, la résolution pacifique des conflits, la contribution des communautés dans le processus de paix, la violence dans les écoles, l'entrepreneuriat en zones de conflit, la contribution du dialogue interreligieux dans le règlement des conflits armés et sociaux, le rôle des élus locaux dans la gestion des terres et de l'environnement, la communication non violente en milieu irrédentiste et militaire, les modes alternatifs de résolution de conflits en milieu universitaire.

L'impact escompté est d'amener les élus locaux, les politiques, les étudiants, les professeurs, les enseignants, les forces de de défense et de sécurité, les représentants de la société civile, en particulier les

femmes à utiliser les moyens démocratiques et pacifiques pour des décisions politiques et le plaidoyer. Ainsi, les tensions entre le peuple et le gouvernement sont réglées de manière pacifique par la sensibilisation de la population et des décideurs afin réduire le recours en aux solutions violentes pour les problèmes existants. Par conséquent le nombre de victimes de la violence diminue. Les autorités démocratiques (parlements municipaux et représentants élus à l'assemblée nationale) obtiennent un grand soutien grâce à des formations pour les étudiants et les multiplicateurs de la société civile qui seront utilisés comme un moyen de faire valoir les intérêts des citoyens. Cela se manifeste par une plus forte participation électorale, surtout pour les municipales. Tous les segments de la population sont représentés dans les conseils municipaux.

Les acteurs clés sont les élus locaux, les étudiants, les professeurs, les enseignants et les étudiants, les forces de défense et de sécurité et les représentants de la société civile, particulièrement les femmes. Ces acteurs clés censés être/devenir capables de jouer la médiation en cas de conflits ou d'alerter et de sensibiliser dès l'apparition de signes annonciateurs de crises.

Les élus locaux, les étudiants et les professeurs, les forces de défense et de sécurité et les représentants de la société civile, en particulier les femmes s'activent à travers leur soutien aux initiatives citoyennes, à l'activité politique dans leur environnement (politique locale et l'activité des partis politiques) et leurs actions en tant que médiateurs. Les enseignants et les éducateurs renoncent à la violence contre les élèves.

Pour mesurer les avancées au cours du programme, les indicateurs suivants ont été déclinés :

- Les principaux acteurs formés s'impliquent dans la vie politique (en particulier dans la communauté ou dans la société civile
- L'utilisation de la violence dans les écoles diminue

**Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

**SENEGAL**

MOÏSE TAKOUGAN

Mai 2013

**www.kas.de**

- Le nombre de femmes qui sont actives dans la société civile
- Le nombre de personnes (surtout de femmes) qui sont politiquement actives
- Le nombre d'acteurs formés à la gestion pacifique des conflits

Les enquêtes évaluatives auprès de participants font partie des sources qui pourraient permettre de renseigner les indicateurs.

La cérémonie de clôture, présidée par la directrice de la formation du Ministère de l'Intérieur a mis fin aux travaux.

